

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 73 (1985)

Heft: [4]

Artikel: La pauvreté en Suisse : le côté cour de la prospérité

Autor: Michelod, Michèle

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-277551>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 19.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LA PAUVRETE EN SUISSE LE COTE COUR DE LA PROSPERITE

Au-delà des vitrines prospères d'une Suisse qui accuse un des taux de chômage et d'inflation les plus bas du monde se profile la réalité plus silencieuse et souvent ignorée de la pauvreté. Elle n'occupe pas la une des journaux, mais se devine pourtant entre les lignes des faits divers.

Deux livres récemment parus¹ et ² font précisément sortir de l'ombre ceux qu'on appelle aussi les sous-prolétaires. On y trouve la description d'une réalité qui, en tant que femmes, nous interpelle doublement : ne parle-t-on pas de plus en plus, aux Etats-Unis mais aussi en Suisse, d'une « féminisation de la pauvreté ? »³ Ce phénomène spécifique n'est pas abordé en priorité dans les ouvrages d'Hélène Beyeler-von Burg et de Marie-Jo Glardon, mais peut en sous-tendre la lecture.

En 1982, le Conseil fédéral proposait au mouvement Aide à toute détresse (ATD) Quart Monde de contribuer, par ses recherches, à éclaircir « les causes et les origines de l'extrême pauvreté subsistant dans notre pays ».

Les responsables ont souhaité, au moyen d'un livre¹, donner une audience plus large à leur réponse, fidèles en cela à leur double objectif d'action et d'information.

Profondément engagés auprès des milieux déshérités, les militants du Quart

Monde connaissent mieux que quiconque les problèmes sociaux, familiaux et professionnels dans lesquels se débattent les laissés pour compte de la prospérité.

CUMUL DE HANDICAPS

Leurs chances sur le marché du travail se révèlent bien aléatoires face au cumul de handicaps que représentent « leur absence d'instruction et de formation professionnelle, leur manque de santé dû aux conditions de vie et au type de travail spécialement dangereux ou nocif réservé à cette catégorie de travailleurs et, enfin, l'instabilité de l'emploi, à la fois cause et conséquence de la sous-qualification et des problèmes de santé ». D'où une permanente insécurité matérielle, alors qu'ils touchent déjà, dans les bran-



ches économiquement faibles où se situent leurs emplois, « les salaires les plus bas pour les temps de travail les plus longs ».

Si les dettes, le chômage ou les difficultés familiales s'installent, les implacables lois de la misère interviennent avec leurs procédures d'expulsion, de poursuites, de mises sous tutelle ou de placement des enfants. « Tomber à l'assistance » devient alors l'unique moyen de survivre, mais l'obligation de remboursement lié à cette aide la rend écrasante pour les plus démunis dont la condition de pauvreté est quasi permanente.

En dénonçant les lacunes de notre politique sociale et familiale, le mouvement Quart Monde entend prêter sa voix à toute une catégorie d'exclus et de « sans nom » dont l'existence même est niée. Peut-être parce qu'« en Suisse, la pauvreté matérielle n'est pas perçue comme une réalité économique, mais comme un échec personnel des intéressés. Si on est pauvre, c'est qu'on le veut bien ou qu'on a fauté d'une manière ou d'une autre ».

LA PAUVRETE URBAINE

Alors que les situations marginales peuvent trouver plus aisément une insertion à la campagne, la vie en ville amplifie les difficultés existentielles. La pénurie de logement, le coût de la vie, l'anonymat, la solitude aggravent le manque de travail et de ressources, l'absence de statut social et le sentiment d'être exclu du mode de vie dominant.

A travers l'analyse sociologique d'une petite population urbaine bien définie, l'auteur de « Les pauvres dans la ville »² fait une lecture politique plus radicale du problème. Elle signe ainsi sa rupture avec ATD Quart Monde, en collaboration duquel cette recherche était initialement prévue.

Au yeux de ce mouvement, les sous-prolétaires constituent, en effet, une couche tout à fait distincte de la société à laquelle il faut impérativement procurer une promotion et une identité sociales. Mais en aucun cas, il ne saurait être fait appel, ainsi que le préconise Marie-Jo Glardon, à de quelconques « alliances avec les forces politiques » défendant les droits des prolétaires, donc de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, la sociologue publie néanmoins ses « apports de matériel » recueillis, en 1976, auprès de 35 familles genevoises d'un ensemble populaire de banlieue. Ils présentent l'intérêt d'un éclairage sur la pauvreté par le biais d'une étude des conditions de logement dans une grande ville.

L'ECOLE REPRODUCTRICE DES INEGALITES

Cinq ans plus tard, les étudiants de l'Institut d'Etudes sociales de Genève prolongent cette enquête en se penchant sur le « devenir professionnel » de quelques jeunes issus des familles interrogées. Les uns se retrouvent sans qualifications, d'autres ont suivi un apprentissage ou des études de médecine, ce qui n'empêche pas les auteurs de conclure au déterminisme de notre société capitaliste qui reproduit ses classes sociales et ses inégalités par le milieu culturel.

Or, s'il faut regretter l'écart qui sépare encore l'école des enfants de classes défavorisées, on ne peut ignorer délibérément ses efforts pour une démocratisation des études, au point qu'ils ont fait naître des craintes chez une certaine droite genevoise... Les entretiens avec les jeunes sont d'ailleurs révélateurs des mesures de soutien, de repêchage et d'orientation dont ceux-ci ont fait l'objet afin de prévenir leur échec scolaire et professionnel. Le reconnaître au moins relèverait de la rigueur scientifique !

Indépendamment des partis pris idéologiques, cet ouvrage présente un malheureux caractère disparate. On aurait souhaité plus de collaboration entre les chercheurs pour aboutir à une conclusion commune, en plus du chapitre final où Marie-Jo Glardon fait cavalier seul.

LES NOUVEAUX PAUVRES

La pauvreté existe bel et bien dans notre pays et elle tend à s'aggraver depuis quelques années. La récession économique rejette du circuit du travail ceux et celles qui y avaient été admis en période de haute conjoncture, en dépit de leurs faibles qualifications.

Ayant épousé leurs allocations de chômage, ces « nouveaux pauvres » — en forte concentration dans les villes avec les travailleurs clandestins — rejoignent l'ancienne génération des défavorisés tels que les personnes âgées, les sous-prolétaires, les handicapés, les femmes seules chefs de famille sans formation professionnelle.

« Leur situation, constate un responsable du Centre social protestant genevois que nous avons interrogé, est caractérisée par la précarité. Précarité du travail : quand il y en a un, il est temporaire ; précarité du logement, des ressources et des relations sociales.

Vivre en marge rend vulnérable et l'alcoolisme, la drogue ou la dépendance psychiatrique en sont souvent les corolaires. En 1967, 90 % des patients suivis par le Centre psycho-social universitaire de Genève avaient un emploi. Aujourd'hui, leur nombre est inférieur à 50 %.

Cette évolution a conduit les organismes d'entraide étatiques, privés ou religieux à réévaluer leurs traditionnels moyens d'action contre la pauvreté. Ils sont aujourd'hui à la source de nombreux projets de réinsertion professionnelle ou sociale, ainsi que de formules originales de soutien pour ces « exclus du monde du travail ».

Michèle Michelod

¹ Des Suisses sans nom par Hélène Beyeler von Burg - Ed. Science et Service, Pierrelaye, 1984.

² Les pauvres dans la ville, par Marie-Jo Glardon avec C. Fischer, B. Rapin-Truscello, S. Guyot et D. Raaflaub. Ed. d'en Bas, 1984.

³ On peut citer par exemple l'analyse de Pierre Gilliard lors d'un récent « Diagnostic économique » sur les ondes de la Radio Romande, selon laquelle la plus grande vulnérabilité des femmes à la pauvreté est due à des causes telles que le taux du chômage féminin supérieur au taux moyen, un niveau de formation plus bas et l'augmentation du nombre des divorces. Pour la situation aux USA, cf. l'article de Perle Bugnion-Secretan en p. 16.

 **ABONNEZ-VOUS !**
POUR LE RECEVOIR CHEZ VOUS 1 année **Fr. 38.-**

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

N° postal et lieu : _____

J'ai eu ce journal : par une connaissance Au kiosque

A renvoyer à FEMMES SUISSES, case postale 323, 1227 Carouge